



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

**Dix-septième réunion d'information trimestrielle  
avec les ambassadeurs africains**

**Note d'information**

**9 mars 2017**

**Addis-Abeba**

## **Note d'information du Secrétaire exécutif par intérim**

Le Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) organise, à Addis-Abeba, la dix-septième réunion trimestrielle d'information avec les ambassadeurs africains accrédités en Éthiopie afin d'échanger des vues sur les activités de la Commission. La présente note d'information donne un aperçu du travail de fond effectué par le secrétariat au cours des quatre derniers mois, met en exergue les principales manifestations prévues pour les trois prochains mois et traite de certains nouveaux partenariats du secrétariat.

Le Secrétaire exécutif par intérim souhaite saisir cette occasion pour annoncer aux ambassadeurs que la dixième Réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration (dont ce sera la troisième réunion) et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (ou cinquantième session de la Commission) aura lieu à Dakar du 23 au 28 mars 2017.

Par ailleurs, le Secrétaire exécutif par intérim souhaite informer les ambassadeurs africains de deux événements importants qui ont eu lieu en 2017.

Premièrement, le vingt-huitième Sommet de l'Union africaine s'est tenu à Addis-Abeba sur le thème « Tirer pleinement parti du dividende démographique en investissant dans la jeunesse ». Outre sa participation à des réunions bilatérales avec les principales parties prenantes, le Secrétaire exécutif par intérim a prononcé un discours d'ouverture au Conseil exécutif de l'Union africaine et a participé aux réunions du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et du NEPAD. Dans son allocution au Conseil exécutif, le Secrétaire exécutif a axé son message sur cinq points concernant i) les mégatendances mondiales et leurs effets sur l'Afrique ; ii) l'impératif de promouvoir la bonne gouvernance, la paix et la sécurité ; iii) le cadre de politique de développement nécessaire pour que le continent accélère ses investissements en faveur de sa jeunesse ; iv) la promotion d'un développement transformateur et inclusif ; et v) la coopération régionale et la coordination des politiques pour le développement de l'Afrique dans un monde en évolution rapide.

Deuxièmement, le Secrétaire exécutif par intérim a eu le privilège d'accueillir le nouveau Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, à Addis-Abeba. Le Secrétaire général a prononcé un discours au Sommet de l'Union africaine et organisé un petit déjeuner de travail avec des chefs d'État et de gouvernement. Dans ses interventions, le Secrétaire général a réitéré l'engagement des Nations Unies à soutenir les gouvernements africains soucieux de mettre en œuvre avec succès l'Agenda 2063 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), et de promouvoir la paix, la sécurité et les droits de l'homme sur le continent. Il a également salué les efforts des communautés économiques régionales en Afrique, en particulier la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest qui avait facilité une solution pacifique et démocratique à l'impasse politique connue récemment par la Gambie. Par ailleurs, lors de sa visite, le Secrétaire général a tenu sa première réunion avec le personnel des Nations Unies en Afrique au cours de laquelle il a souligné que le succès de l'ONU dans le monde entier était lié à son succès en Afrique, en particulier s'agissant des politiques de développement, de paix et de sécurité de l'Organisation.

## **Activités menées de novembre 2016 à février 2017**

La présente note d'information porte essentiellement sur les principaux domaines d'activité, regroupés par thèmes du programme de travail de la Commission : principales manifestations, production de connaissances et partage de l'information ; et renforcement des capacités, ce qui inclut la fourniture d'un appui technique aux États membres et la recherche de consensus.

### **A. Principales manifestations**

#### **1. Vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (COP 22)**

L'objectif de la réunion tenue à Marrakech (Maroc), en novembre, était de débattre de la mise en œuvre des décisions prises dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique dans des domaines tels que l'adaptation, l'atténuation, le financement, le renforcement des capacités et l'indemnisation en cas de pertes et dommages. L'adaptation et la résilience face aux changements climatiques ont pris une importance particulière dans les discussions qui se sont tenues au Pavillon de l'Afrique, cadre de plus de 85 manifestations parallèles.

#### **2. Douzième Colloque africain sur le développement de la statistique**

Le Colloque, qui s'est tenu à Tunis en novembre, a marqué le début d'une série de colloques consacrés aux statistiques économiques au cours de la période 2016-2020, dont l'objectif est de renforcer les statistiques économiques en appui à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063.

#### **3. Semaine africaine du commerce**

La première Semaine africaine du commerce, une nouvelle plateforme panafricaine visant à faire avancer la concertation sur le commerce intra-africain entre différents groupes de parties prenantes, s'est déroulée du 28 novembre au 2 décembre 2016, à Addis-Abeba. Cette manifestation, organisée conjointement avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et l'African Export-Import Bank (Afrexim Bank), a réuni des ministres du commerce et des représentants des communautés économiques régionales (CER), du secteur privé, des banques de développement, de la société civile, des milieux universitaires, des organismes de développement international et des médias afin d'échanger des vues sur la façon de transformer les économies africaines grâce au commerce intrarégional et à la facilitation du commerce.

#### **4. Cinquième session du Comité de statistique<sup>1</sup>**

Le Comité de statistique, un organe subsidiaire de la Commission, a tenu sa cinquième session conjointement avec la dixième session du Comité des directeurs généraux des offices nationaux de statistique de l'Union africaine, du 28 novembre au 2 décembre en Côte d'Ivoire. Cette deuxième session conjointe a été organisée en collaboration avec la Banque africaine de développement et le Gouvernement du pays hôte et a réuni 154 participants, dont des représentants des offices nationaux africains de statistique, des centres de formation statistique, des communautés économiques régionales, des instituts de cartographie nationaux, des

---

<sup>1</sup> Le Comité de statistique était auparavant dénommé « Commission africaine de statistique ».

organisations panafricaines et des principales institutions statistiques internationales et organisations partenaires.

## **5. Conférence économique africaine (CAE) de 2016**

En décembre, la CEA, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque africaine de développement ont organisé cette conférence économique annuelle à Abuja, sur le thème « Nourrir l'Afrique : vers une agro-industrialisation pour une croissance inclusive ». Le secrétariat a organisé une manifestation parallèle intitulée « Ciblage de l'agro-industrialisation - l'initiative de zone de libre-échange continentale » pour informer les intervenants des opportunités potentielles qu'offrait la promotion de l'industrialisation agricole dans la région en vue d'une croissance inclusive et de la transformation structurelle en Afrique, en conséquence de la mise en œuvre de l'initiative en question.

## **6. Colloque sur la mise en œuvre de l'agro-industrialisation et des chaînes de valeur régionales pour la transformation de l'agriculture en Afrique**

Ce colloque, organisé à Abidjan en décembre 2016, avait comme objectif de présenter les résultats de la recherche sur les tendances, les déterminants, les contraintes et les opportunités associées à l'amélioration de l'industrie agroalimentaire, de l'agro-industrie et des chaînes de valeur agricoles régionales en Afrique dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Pendant l'événement, les participants ont recensé des mesures et des démarches convergentes visant à favoriser une transformation agricole axée sur l'industrie agroalimentaire et à promouvoir les échanges de produits agricoles en Afrique.

## **7. Réunion du Comité directeur de l'Initiative sur les politiques foncières**

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a accueilli la réunion du Comité directeur de l'Initiative sur les politiques foncières à Arusha, en République-Unie de Tanzanie, en décembre 2016. L'objectif principal de la réunion était d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution des décisions antérieures du Comité directeur et d'examiner les progrès accomplis dans l'application du programme de Union africaine en matière de gestion des terres.

## **8. Débat public sur la quatrième édition du *Rapport sur la gouvernance en Afrique* et sur la publication intitulée « *Politique industrielle transformatrice pour l'Afrique* »**

Le secrétariat de la CEA a organisé un débat d'orientation sur ces deux publications phares à l'Institut des relations internationales du Cameroun, à Yaoundé. Les délibérations ont mis en exergue les conclusions du concernant la nécessité d'une approche plus globale pour évaluer la corruption en Afrique et pour lutter contre ce phénomène, notamment en examinant d'autres facteurs que les indices de perception et en ayant conscience de la dimension internationale du problème. S'agissant de la politique industrielle, les participants ont estimé qu'une politique de transformation industrielle demeurerait pertinente pour les pays et ils ont invité la Commission à continuer de promouvoir des États développementistes centrés sur la politique industrielle.

## **9. Septième réunion des mécanismes de coordination sous-régionale de l'appui l'échelle du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique de l'Union africaine**

Au cours de la période considérée, les bureaux sous-régionaux de la CEA en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique du Nord ont tenu les sessions annuelles de leurs mécanismes de coordination sous-régionale respectifs. Les conclusions des réunions ont notamment inclus des mesures à prendre pour renforcer les interactions de la Commission avec les différentes communautés économiques régionales, les États membres et l'Union africaine en vue de la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, afin de mieux répondre aux exigences des sous-régions.

## **10. Présentation de la publication intitulée « L'économie bleue en Afrique : Guide pratique »**

Le secrétariat a présenté les principales conclusions de sa dernière publication lors d'un atelier régional de la Commission de l'océan Indien (COI), organisé en décembre 2016 à la Réunion. Les participants ont approuvé les conclusions présentées dans la publication et formulé des recommandations qui comprenait le renforcement de la coopération entre la CEA et la COI s'agissant de la diffusion du manuel et de l'utilisation de ses conclusions comme outil méthodologique pour le développement du Plan d'action régional de la COI sur l'économie bleue.

## **11. Lancement de haut niveau du rapport intitulé « Seize projets d'infrastructure pour l'intégration de l'Afrique »**

Le secrétariat a organisé le lancement du rapport à Dakar. Les participants à cette manifestation se sont penchés sur les conclusions et les recommandations du rapport, y compris les questions liées à la viabilité économique des projets d'infrastructure, l'impact stratégique, les spécifications techniques, la coordination, le soutien international, les risques et les mesures d'atténuation, les avantages escomptés et les rapports d'étape.

## **12. Deuxième atelier annuel sur les négociations économiques internationales**

Cet événement annuel a été organisé par le secrétariat à Johannesburg (Afrique du Sud), en décembre. Des hauts fonctionnaires africains de 36 pays ont participé à une formation qui mettait l'accent sur quatre sous-thèmes, à savoir le commerce, la fiscalité, l'investissement et les ressources naturelles. Après une séance plénière d'une journée consacrée aux quatre sous-thèmes, les participants ont été divisés en groupes pour deux jours de réunions en petits groupes, axées sur les sous-thèmes et des exercices de négociation. Cette année a aussi vu une représentation accrue des pays du Maghreb et la participation de fonctionnaires de très haut rang des administrations fiscales et d'autres secteurs compétents. Le principal négociateur des traités de double imposition pour l'Afrique du Sud a fait un exposé détaillé sur les méthodes uniques adoptées par son pays pour organiser des réunions avec les contribuables et des formations, principalement destinées aux États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), sur la façon de renégocier des accords pré-coloniaux ou caducs.

### **13. Réunion consultative ministérielle africaine en prélude à la soixante-et-unième session de la Commission de la condition de la femme**

Le secrétariat a organisé, en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), une réunion consultative sur le thème « Autonomisation économique des femmes dans le monde du travail » les 26 et 27 janvier à Addis-Abeba. La réunion visait à établir un consensus sur les priorités de l'Afrique dans l'optique de la réunion de la Commission de la condition de la femme, prévue en mars 2017 à New York. La CEA a produit un document de référence sur le thème, qui comprenait une analyse des principaux problèmes de genre sur le lieu de travail en Afrique ainsi que des recommandations pour que les États membres tirent parti des possibilités d'emploi des femmes.

### **14. Conférence Mining Indaba de 2017**

L'événement annuel consacré au secteur minier à l'échelle du continent s'est tenu à Cape Town (Afrique du Sud), en février. Le secrétariat a utilisé cette plateforme pour organiser une réunion au niveau ministériel sur la gouvernance et les flux financiers illicites dans le secteur minier, avec la participation de délégués de haut niveau, dont l'ancien Président sud-africain, M. Thabo Mbeki.

### **15. Session inaugurale de l'Alliance de gestion des corridors africains**

Cette séance inaugurale de l'Alliance s'est tenue en février à Walvis Bay (Namibie). L'Alliance vise à coordonner la mise en commun des bonnes pratiques et d'autres stratégies pour soutenir le développement et la gestion des corridors économiques en Afrique afin de promouvoir économiques transformation et de stimuler les échanges intrarégionaux.

### **16. Réunion sur les initiatives ascendantes de responsabilisation et les investissements fonciers à grande échelle**

En partenariat avec diverses organisations de la société civile et le réseau Food First Information and Action, le secrétariat a co-organisé une réunion sur les initiatives ascendantes de responsabilisation et les investissements fonciers à grande échelle en février à Abuja, au Nigéria. La réunion visait à fournir une plateforme pour explorer les moyens de créer des synergies pour soutenir la gouvernance plus responsable des terres et des forêts africaines dans le cadre des investissements fonciers à grande échelle.

## **B. Production de connaissances et partage de l'information**

Les produits et activités génératrices de connaissances du secrétariat couvrent un large éventail de questions économiques d'actualité. On trouvera ci-après une liste de certaines des publications réalisées au cours de la période considérée.

- a) Article paru dans une revue spécialisée intitulé « Can the SDGs Promote Structural Transformation in Africa? An Empirical Analysis » (Les objectifs de développement durable peuvent-ils promouvoir une transformation structurelle en Afrique ? Une étude empirique) ;
- b) Essai intitulé « Cooperating for Africa: two challenges to meeting development goals » (Coopération pour l'Afrique : deux défis pour la réalisation des objectifs de développement) ;

- c) Notes d'orientation intitulées « Long-term development planning: a foundation to achieving the Sustainable Development Goals in Africa » (Planification du développement à long terme : un fondement pour la réalisation des objectifs de développement durable en Afrique) » et « Vers une industrialisation verte en Afrique » ;
- d) Étude intitulée « Effective regulatory systems for service delivery and structural transformation in Africa: infrastructure development and the case of power pools » (Systèmes de réglementation efficaces pour la fourniture des services et la transformation structurelle en Afrique : développement des infrastructures et pools énergétiques) ;
- e) Étude intitulée « Assessment of the mining policies and regulatory frameworks in the East African Community for alignment with the Africa Mining vision » (Évaluation des régimes et cadres réglementaires miniers dans la Communauté d'Afrique de l'Est en vue d'un alignement avec la Vision africaine des mines) ;
- f) Étude sur le vieillissement de la population dans les petits États insulaires en développement africains ;
- g) Guide opérationnel pour la mise en œuvre de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement ;
- h) Chapitre intitulé « Intervenciones estratégicas para el desarrollo sostenible : perspectivas desde África » (Interventions stratégiques pour le développement durable : perspectives d'Afrique) dans la monographie intitulée « Nuevos enfoques para el desarrollo productivo: Estado, sustentabilidad y política industrial » (Nouvelles approches du développement productif : État, durabilité et politique industrielle) et les chapitres intitulés « Rethinking development assistance in line with dual transition of Africa's development agendas; Export diversification and intra-industry trade in Africa » (Repenser l'aide au développement dans la ligne de la double transition de l'Afrique vers ses nouveaux programmes de développement) et « Preferential trade agreements in Africa: lessons from the tripartite free trade agreements and an African continent-wide FTA » (Accords commerciaux préférentiels en Afrique : enseignements tirés des accords de libre-échange tripartites et d'un accord de libre-échange à l'échelle du continent africain) ;
- i) Le Centre africain pour la statistiques (CAS) a lancé ECA Stats, une base de données statistique en ligne de données socioéconomiques pour les pays africains, servant de guichet unique pour des données et métadonnées validées, accessibles gratuitement et partout ;
- j) Brochure pour aider les États membres à adopter et à mettre en œuvre la Vision africaine des mines comme outil pour mieux exploiter les ressources minérales et faire avancer le développement ;
- k) Étude sur la territorialisation de la politique industrielle et le développement inclusif en Afrique du Nord ;
- l) Publication intitulée « Équilibres externes, compétitivité et processus de transformation structurelle de l'économie marocaine » ;
- m) Étude sur les incidences d'une monnaie commune pour les pays d'Afrique de l'Ouest ;

- n) Étude intitulée « Building Productive Capacities for Regional and Global Competitiveness: The Case of the East African Community » (Renforcement des capacités productives pour la compétitivité régionale et mondiale : le cas de la Communauté d'Afrique de l'Est).

## **C. Renforcement des capacités**

L'assistance technique apportée par la Commission à ses États membres au cours du trimestre écoulé a principalement pris la forme de formations, de renforcement des capacités et de services consultatifs techniques liés à la gestion économique et à la planification.

### **1. Formation et renforcement des capacités**

- a) L'organisme de formation de la Commission, l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), a continué d'offrir des formations aux fonctionnaires des États membres. Au cours de la période considérée, 151 représentants de 43 pays, dont plus de 33 % de femmes, ont bénéficié de formations dans divers domaines thématiques dont le commerce, le genre, les politiques foncières, la gestion des ressources naturelles et la mobilisation des ressources intérieures. Dans l'ensemble, les participants ont indiqué un niveau de satisfaction de 86 % en réponse à un questionnaire sur la pertinence des modules, la qualité de la prestation et la qualité des matériels pédagogiques. En outre, le séminaire mensuel de développement sur la gouvernance et la sécurité économique et financière a été organisé en collaboration avec l'African Centre for New Economy (Centre africain pour la nouvelle économie) de SOPEL International. Le séminaire a contribué à sensibiliser le public sur le respect des principes de bonne gouvernance, incluant des débats sur l'environnement complexe des paradis fiscaux et la nécessité d'une meilleure coordination au niveau international pour promouvoir la bonne gouvernance.
- b) S'agissant du renforcement des capacités statistiques, l'appui apporté par le secrétariat a compris les initiatives suivantes : i) deux ateliers régionaux en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU sur la production de projections démographiques et de statistiques démographiques connexes, organisés les 28 novembre et 2 décembre. L'objectif principal ces ateliers était de renforcer les capacités techniques des fonctionnaires impliqués dans la production de projections démographiques et d'indicateurs démographiques connexes ; ii) la mise en œuvre du volet formation de la stratégie mondiale d'amélioration des statistiques agricoles et rurales, en partenariat avec le Groupe africain sur la formation statistique et les ressources humaines (AGROST), qui prévoit un programme de spécialisation de neuf mois permettant aux jeunes statisticiens de se spécialiser rapidement dans le domaine des statistiques agricoles ; iii) le lancement d'une série d'indicateurs régionaux de suivi et d'évaluation pour le Programme 2030 et l'Agenda 2063 ; iv) l'apport d'un appui technique au Cameroun, à l'Éthiopie, à la Gambie, au Kenya, à la Tunisie et au Zimbabwe grâce à la mise en œuvre de la phase pilote d'un projet mené au titre du Compte pour le développement visant à renforcer la capacité des pays africains à utiliser les technologies mobiles pour recueillir des données en vue d'une plus grande efficacité de l'élaboration de politiques et de la prise de décisions ; v) la fourniture d'un appui technique et financier au Sénégal pour l'élaboration d'un système de suivi et d'évaluation des projets de développement,



notamment l'application de l'indice africain de développement social et du modèle Threshold 21 (T21).

En outre, dans le cadre du Programme pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique, une mission d'assistance technique a été menée au Tchad en décembre 2016. Cette mission a abouti sur l'engagement de procéder à une évaluation exhaustive des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil d'ici à mars 2017, en partenariat avec le Gouvernement tchadien et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Par ailleurs, une réunion de groupe d'experts a été organisée en novembre à Dakar pour valider un rapport sur l'avancement de la mise en œuvre de la Charte africaine de la statistique et la révolution des données en Afrique de l'Ouest et partager les expériences pratiques des pays et des organisations sous-régionales en matière de développement statistique. Une autre réunion d'experts sur l'harmonisation des données au service d'une meilleure gouvernance économique en Afrique australe s'est tenue à Lusaka en décembre. Au cours de cette réunion, les participants ont examiné la version préliminaire d'un rapport d'étude établi par le Bureau sous-régional de la Commission en Afrique australe et débattu du rôle des États membres, des organisations régionales, des institutions panafricaines et des partenaires de développement dans les efforts d'harmonisation de données en Afrique australe.

## **2. Services techniques et consultatifs**

Au cours de la période considérée, un appui technique et des services consultatifs ont été fournis dans plusieurs domaines. On trouvera ci-après quelques exemples et faits saillants.

### **a) Ressources naturelles, questions environnementales et développement durable en Afrique**

- Dans le secteur minier, le secrétariat a contribué au renforcement des capacités du Malawi et de la République démocratique du Congo au moyen d'une série d'ateliers sur la négociation des contrats. Une formation a été dispensée aux États membres dans le but de renforcer les capacités de négociation de contrats afin de tirer parti des possibilités de développement de chaînes de valeur régionales viables dans le secteur minier et de donner la priorité à la propriété dans les pays africains. Un atelier de renforcement des capacités, organisé en collaboration avec les gouvernements australien et éthiopien à Addis-Abeba en novembre, a porté sur le développement du secteur minier et un autre atelier a été consacré à la gouvernance de l'industrie extractive en Afrique. En outre, un appui technique et consultatif continue d'être fourni au Kenya pour développer la section du processus du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs portant sur le secteur minier.
- Les participants à une réunion de groupe spécial d'experts sur la Vision africaine des mines ont examiné une étude sur le statut et les perspectives de la mise en œuvre de la Vision africaine de mines en Afrique centrale. Les travaux approfondis sur l'économie minière dans cette sous-région montrent les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) n'ont pas encore pleinement aligné leurs régimes nationaux avec la Vision africaine des mines qui vise, à long terme, à établir des mécanismes permettant ce qui suit : i) une industrie minière transparente ; et ii) l'exploitation rationnelle, équitable et optimale des ressources minérales afin de soutenir une croissance stable, soutenue

et inclusive. Des ateliers sur la négociation de contrats sont prévues pour la Guinée équatoriale, le Niger et le Tchad.

**b) Questions relatives au commerce, à l'industrie et aux infrastructures**

- En ce qui concerne les questions relatives au commerce, le secrétariat a continué d'aider les États membres à renforcer leurs capacités grâce à plusieurs programmes de formation. Ces programmes ont inclus un atelier tenu à Dakar en novembre sur le lien entre le commerce, le genre et le développement ; un appui au renforcement des capacités de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) relatif à son exercice de prise en compte des questions de genre ; un atelier continental sur l'inclusion de la problématique hommes-femmes dans les politiques, les négociations et les accords de la zone de libre-échange continentale (ZLEC) ; et une formation sur les politiques commerciales axée sur les modèles gravitaires et d'équilibre général calculables.
- En outre, le secrétariat s'est associé à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) afin de concevoir des guides d'investissement électroniques destinés à servir de référence principale sur les investissements dans chaque pays. La Guinée, le Malawi et le Nigéria bénéficieront d'un appui pour l'élaboration des guides nationaux et la création de guichets uniques afin de fournir aux investisseurs existants et potentiels des informations à jour et centralisées sur les investissements.
- Le secrétariat a formellement adhéré à l'initiative du E-Commerce pour tous, qui rassemble des parties prenantes essentielles, aussi bien publiques que privées, afin de contribuer plus concrètement aux efforts des pays en développement visant à tirer parti du commerce en ligne, vecteur de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Des travaux de recherche sont actuellement consacrés au rôle des petites et moyennes entreprises (PME) dans le programme de transformation de l'Afrique. Le principal objectif de l'étude consiste à examiner les mesures prises par les pays pour favoriser un climat propice au développement des PME et promouvoir le financement et la capitalisation adéquats des PME à partir de sources diverses, notamment des pouvoirs publics, des institutions de microfinancement, des banques et des investisseurs privés. L'étude inclura une analyse exhaustive des expériences de développement des PME et des recommandations de politiques fondées sur des données factuelles.
- Dans le domaine du commerce intra-africain des produits agricoles, les États membres ont continué à bénéficier d'un appui technique pour la promotion et le développement des chaînes de valeur agricoles. Un atelier de formation a été organisé dans le cadre de la mise en œuvre du projet de Compte pour le développement visant à renforcer les capacités en vue du développement des chaînes de valeur agricoles régionales en Afrique. Le principal objectif de l'atelier consistait à fournir aux décideurs, aux parties prenantes et aux praticiens une formation sur la conception et la mise en œuvre de projets de chaînes de valeur régionales dans dix États membres. Trente participants, représentant des institutions nationales, des communautés économiques, le secteur privé et d'autres parties prenantes, ont assisté à l'atelier tenu à Addis-Abeba en décembre.

- Le secrétariat a également participé à un atelier organisé par la Banque islamique de développement sur le programme post-Nairobi de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Cet atelier a inclus une présentation pour promouvoir les chaînes de valeur régionales et l'intégration régionale en Afrique du Nord.
- Le dixième Colloque international de Rabat, qui avait pour thème « Commerce, investissement et développement durable », a été organisé en collaboration avec la chaire de l'OMC de l'Université Mohammed V de Rabat et le Laboratoire d'économie appliquée au développement de l'Université de Toulon, du 27 au 29 octobre. Les enjeux des négociations commerciales multilatérales dans le contexte du changement climatique et du développement durable ont figuré parmi les sujets abordés.

**c) Politique foncière, sécurité alimentaire et agriculture**

- Le secrétariat a organisé un séminaire de sensibilisation sur les investissements fonciers à grande échelle à l'intention des chefs traditionnels et des dirigeants communautaires africains. Les participants ont débattu des défis posés par les investissements fonciers à grande échelle sur le continent et ont reçu une formation sur la participation effective aux négociations afin de garantir des résultats bénéfiques pour leurs communautés et les économies nationales. Ils ont également adopté une déclaration par laquelle ils s'engagent à contribuer à la mise en œuvre du programme de l'Union africaine dans le domaine foncier et de l'Agenda 2063.
- Fort de son expérience de mise en œuvre de l'Initiative sur les politiques foncières, le secrétariat a contribué à la réunion du réseau régional africain de la Fédération internationale des géomètres (FIG) sur les défis et les opportunités de l'amélioration de la gouvernance foncière dans le cadre des objectifs de développement durable. Le secrétariat a également eu l'opportunité de sensibiliser les géomètres africains et d'obtenir leur adhésion au renforcement de la mise en œuvre au niveau national de la Déclaration de l'Union africaine sur les problèmes et enjeux fonciers en Afrique.
- Le secrétariat, en collaboration avec l'Union africaine, l'Opération hybride de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) et d'autres organisations régionales et nationales, a organisé un atelier national sur les terres, l'appartenance ethnique et le conflit au Darfour (Soudan).
- L'assistance technique et consultative a continué à influencer les politiques dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'agriculture. Le secrétariat a ainsi organisé un atelier de formation sur le renforcement des capacités pour le développement de chaînes de valeur agricoles en Afrique en fournissant son expertise technique. Des décideurs de dix États membres ont assisté à l'atelier, tenu à Addis-Abeba en novembre. Au total, une trentaine de participants d'institutions nationales, de communautés économiques régionales, du secteur privé et d'autres parties prenantes ont participé à l'atelier, qui était axé principalement sur la formation à la conception et à la mise en œuvre de projets de chaînes de valeur régionales, contribuant aux efforts de renforcement des capacités aux niveaux national et régional.
- Le secrétariat a fourni une assistance technique aux hauts fonctionnaires des gouvernements guinéen et sénégalais dans les domaines de l'industrialisation, de l'agriculture et de la création de valeur. Cet appui a inclus un soutien à l'élaboration

de politiques industrielles, d'une stratégie visant à appuyer le développement du secteur privé et d'une charte nationale des petites et moyennes entreprises.

#### **d) Politique sociale**

- Le secrétariat a réuni ses partenaires à Nairobi, le 23 janvier, pour leur présenter l'Indicateur de développement social en Afrique, notamment les principaux résultats de l'Indicateur dans trois sous-régions, mutualiser les enseignements tirés et débattre de l'impact de l'Indicateur depuis son lancement. La présentation avait également pour objectif de renforcer l'appui aux pays africains pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable.
- Le secrétariat a collaboré avec la Société internationale pour le développement (SID) pour organiser à Addis-Abeba en novembre 2016 un forum politique régional sur la lutte contre les inégalités à destination des chercheurs, des experts et des décideurs en Afrique et dans le monde.
- En outre, le secrétariat a achevé un guide opérationnel sur la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement. Le guide et un cadre de suivi et d'évaluation de la Déclaration seront présentés pour adoption à la réunion du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur la santé, la population et la lutte contre la drogue, prévue en mars 2017.
- Dans le domaine de l'urbanisation, le secrétariat a apporté un appui à cinq pays (Cabo Verde, Cameroun, Maroc, Ouganda et Zambie) pour l'élaboration de plans d'action visant à promouvoir l'inclusion et la durabilité dans les villes africaines et à renforcer l'intégration de l'urbanisation dans les plans de développement nationaux. Avant de bénéficier de ce soutien, ces pays avaient déjà entamé un processus d'élaboration de politiques urbaines et d'examen à mi-parcours de leurs plans nationaux de développement.
- En outre, suite à l'adoption du nouvel Agenda urbain mondial, le secrétariat a participé en novembre à la deuxième session ordinaire du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur le service public, les gouvernements locaux, le développement urbain et la décentralisation. Au cours de la session, un consensus a été conclu pour une approche harmonisée de la mise en œuvre de la position commune africaine sur les engagements régionaux et mondiaux dans le domaine de la planification et du développement urbains.
- Le secrétariat a participé au neuvième Forum mondial sur la migration et le développement (FFMD), organisé à Dacca en décembre. Les débats du Forum étaient axés sur l'élaboration d'un pacte mondial sur les migrations d'ici à 2018. Il a été demandé à la CEA de prendre l'initiative en Afrique afin de garantir que la perspective africaine soit correctement articulée dans le pacte mondial.

#### **e) Comptes nationaux**

- Un appui technique et consultatif a été apporté à la demande de plusieurs pays afin d'améliorer leur comptabilité nationale et leurs systèmes statistiques nationaux. Des missions techniques ont été menées à Cabo Verde, en Égypte et au Gabon afin de développer leurs stratégies nationales de développement de la statistique. Les résultats escomptés de ces missions incluent le renforcement des capacités de production et de diffusion des comptes nationaux, qui devraient être axés principalement sur des domaines prioritaires des statistiques économiques de base.

## **f) Gouvernance**

Le secrétariat a fourni un appui technique et consultatif en matière de gouvernance à la demande de plusieurs pays, à savoir :

- Appui technique au nouveau Gouvernement béninois : à la suite de la première mission réalisée en mai 2016, une deuxième mission technique a été effectuée pour lancer la mise en œuvre de l'appui de la CEA au Bénin. Il a été convenu que le pays élabore un plan national de développement afin de concrétiser la Vision pour le Bénin à l'horizon 2025. La conception du profil de pays pour le Bénin servira également d'outil d'élaboration de politiques visant à promouvoir la transformation structurelle. Les attentes du Gouvernement béninois en termes de renforcement des capacités de ses équipes de planification et de statistique ont été réaffirmées. Le cadre institutionnel pour la mise en œuvre de la nouvelle vision et l'évaluation de la vision précédente a été défini. La nécessité de la participation à haut niveau du Ministère de la planification et d'autres organismes institutionnels au niveau national a été soulignée afin de garantir son appropriation et sa mise en œuvre efficace et effective, tout en prenant en compte les contraintes de temps. Un rapport détaillé, incluant un budget, des délais et des produits, sera élaboré afin de mobiliser des ressources en lien avec les interventions.
- Le secrétariat a continué à fournir un appui à la Guinée dans le cadre de ses efforts de reconstruction d'après-crise, notamment une assistance à l'élaboration de la vision de développement à long terme du pays. À cet égard, une vision pour la Guinée à l'horizon 2040 a été présentée au Gouvernement. Le secrétariat a également donné une formation sur la gestion axée sur les résultats au personnel de haut niveau et de niveau intermédiaire du Ministère du plan et de la coopération internationale afin de soutenir les activités dans le cadre de cette vision. De même, un expert en statistiques du secrétariat a effectué une mission à Conakry pour fournir un appui technique au Gouvernement dans son exercice de changement de base du PIB.
- Une mission exploratoire effectuée au Burkina Faso a déterminé les domaines prioritaires nécessitant l'appui technique et consultatif du secrétariat. Il s'agit des domaines suivants : i) planification du développement et statistiques ; ii) intégration des objectifs de développement durable ; iii) élaboration et gestion du cadre macroéconomique ; et iv) négociation et mise en œuvre des contrats miniers.
- Le Gouvernement gambien a envoyé une demande officielle d'appui au renforcement des capacités à la CEA pour l'élaboration du cadre de planification du pays.
- Le secrétariat a apporté son soutien au Gouvernement gambien pour la préparation de son cadre de planification du développement et de ses termes de référence. Le Bureau de la gestion du personnel, en coordination avec la Direction de la planification du développement qui relève du Ministère des finances et de l'économie, travaille au renforcement du cadre au moyen du recrutement et de l'affectation de planificateurs qualifiés dans divers ministères. Le Gouvernement a demandé une assistance supplémentaire de la part de la CEA pour la préparation de la stratégie de son programme de croissance et d'emploi accélérés. À la suite d'une mission d'enquête en juillet, le secrétariat a proposé un plan d'action approuvé par

le Gouvernement avec des domaines prioritaires, des projets, des délais et des responsabilités clairement définis.

- Un appui technique a été fourni au Gouvernement camerounais pour son processus national de planification du développement, notamment en ce qui concerne les outils d'intégration des objectifs de développement durable, de planification du développement et de modélisation des politiques, le renforcement du système national de statistique et l'amélioration du cadre de responsabilité dans la planification nationale. Cette activité est réalisée dans le contexte des défis nationaux et régionaux découlant de la baisse du prix du pétrole et des produits de base et de ses répercussions sur l'économie.
- Le secrétariat a fourni son assistance technique au Ministère rwandais des finances et de la planification économique pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable et la réalisation de recherches.
- Le secrétariat a continué à organiser des concertations sur les politiques macroéconomiques pour les hauts fonctionnaires gouvernementaux dans toute l'Afrique, notamment en Gambie et dans les États membres de l'IGAD. L'objectif de ces concertations est de renforcer les capacités nationales pour concevoir, formuler et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques rationnelles.

**g) Appui technique et consultatif aux communautés économiques régionales**

- Le secrétariat a apporté un appui technique au Bureau régional pour l'Afrique australe de l'Union africaine pour l'organisation d'une réunion de coordination entre l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) sur la stratégie de ratification, d'adaptation et de mise en œuvre des instruments juridiques, tenue à Midrand, en Afrique du Sud, en novembre 2016. Les participants ont relevé que les disparités de ratification, d'intégration et de mise en œuvre des instruments juridiques devaient être éliminées afin d'atteindre les objectifs de l'Union africaine et des communautés économiques régionales, en particulier l'Agenda 2063. Ainsi, les participants ont considéré qu'il était urgent de formuler une stratégie coordonnée pour suivre les progrès de la réalisation de ces objectifs.
- Le secrétariat a réalisé une mission technique auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) visant à déterminer les domaines prioritaires qui bénéficieront de son appui à court et à moyen terme. Deux domaines ont été identifiés au cours de la mission : les initiatives régionales et continentales sur les politiques commerciales et les négociations de la ZLEC.
- À la demande de la Commission du Bassin du lac Tchad, le secrétariat, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a réalisé une mission de cadrage conjointe visant à évaluer et définir les modalités de la fourniture d'assistance coordonnée à la Commission sur la sécurité et le développement autour du lac Tchad. Dans ce contexte, le secrétariat s'est engagé à déterminer les programmes et les stratégies de renforcement des capacités pour un appui technique constructif à la Commission du Bassin du lac Tchad et de ses États membres.

- En décembre, le secrétariat a organisé à Nairobi un atelier de validation d'une stratégie de renforcement des capacités préparée par la CEA pour l'IGAD. La stratégie comprend un examen des méthodes de travail actuelles du secrétariat de l'IGAD et des recommandations pour améliorer l'efficacité et la cohérence de l'institution. Elle inclut également un plan de mobilisation des ressources pour soutenir les activités de l'institution.

## **D. Recherche de consensus**

Le secrétariat a continué à aider ses États membres à élaborer des positions communes sur des questions importantes par le biais de diverses formes de soutien technique et de collaboration, notamment :

- Appui aux États membres pour l'élaboration du Plan d'action africain sur la gestion de l'information géospatiale, qui prend en compte les questions suivantes : politique et gouvernance ; cadre commun et outils ; renforcement des capacités et transfert des connaissances ; coordination et coopération internationale dans la satisfaction des besoins mondiaux. Un des principaux aboutissements de cette activité de recherche de consensus a été l'accroissement de la sensibilité aux avantages des infrastructures nationales de données géospatiales couvrant les besoins en données géospatiales pour le développement durable et la planification économique et sociale intégrée. Plusieurs pays utilisent désormais des infrastructures nationales de données géospatiales comme cadre approprié de production d'informations géographiques et de gestion dans un environnement multipartite ;
- Facilitation de l'adaptation de lois transfrontières types sur la cybersécurité en Afrique centrale. Cela fait suite à un projet conjoint de la CEA, de la CEEAC et de l'Union internationale des télécommunications (UIT) visant à rédiger des lois et des règlements dans les domaines suivants : i) les transactions électroniques ; ii) la protection des données personnelles ; et iii) la cybersécurité. En phase avec l'objectif de ce projet, qui sert de catalyseur pour attirer les investisseurs et des capitaux dans les pays de la sous-région, il a été demandé à la CEA et à ses partenaires de contribuer à l'élaboration d'un cadre de référence consensuel pour l'itinérance des réseaux téléphoniques, ainsi qu'au suivi et à l'évaluation des niveaux d'adaptation des cadres législatifs et réglementaires dans les pays concernés.
- Le secrétariat a participé au Sommet africain sur l'énergie de 2016, au cours duquel il a donné des précisions sur les politiques de sécurité énergétique et leurs implications pour l'Afrique. Cette plate-forme a permis de souligner l'importance du déploiement durable de technologies liées aux énergies renouvelables alors que les pays africains progressent en termes d'augmentation des capacités en énergies renouvelables, en particulier dans le cadre de l'initiative Énergie durable pour tous.

## **E. Principales manifestations à venir**

### **1. Dixième Réunion annuelle conjointe**

La dixième Réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique se tiendra à Dakar en mars 2017. Le thème de la conférence est « Croissance, inégalité et chômage ».

## **2. Lancement d'un rapport conjoint sur le renforcement du commerce et des investissements entre l'Afrique et l'Inde**

Le secrétariat lancera le rapport conjoint du Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) et de la Confederation of Indian Industry (Confédération des industries indiennes) sur le renforcement du commerce et des investissements entre l'Afrique et l'Inde, et organisera une séance sur la ZLEC lors de la douzième Conférence de la Confédération et de la Banque indienne d'import-export Exim Bank sur le projet de partenariat Inde-Afrique, prévue à New Delhi les 9 et 10 mars.

## **3. Réunions d'examen annuel avec les partenaires de financement**

À la fin du premier trimestre 2017, le secrétariat tiendra des réunions d'examen annuel avec les partenaires de financement. L'objectif de ces réunions est d'échanger les informations sur les progrès, les principales réalisations, les difficultés rencontrées et les enseignements tirés en lien avec la mise en œuvre du programme de travail de la Commission.

## **4. Réunion de groupe d'experts sur le renforcement de la transition démographique dans les pays sortant d'un conflit en Afrique centrale**

Cette réunion de groupe d'experts se tiendra en avril. Suite à cette réunion, le secrétariat présentera le profil de pays de la République centrafricaine aux décideurs.

## **5. Lancement de la nouvelle année de référence en Mauritanie**

Le secrétariat mènera une mission d'assistance technique en Mauritanie en mars, qui sera axée sur le secteur informel et la comptabilité nationale du pays. La mission aboutira au lancement de la nouvelle année de référence statistique, conformément au Système de comptabilité nationale de 2008.

## **6. Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique**

Le secrétariat prévoit de participer à cette Conférence, qui se tiendra à Abidjan du 28 au 30 mars 2017. Les propositions de sujets de discussion sont i) la mise en œuvre des plans de développement en Afrique, notamment de la vision pour l'émergence de l'Afrique ; ii) la gouvernance des institutions publiques ; iii) la transformation structurelle inclusive et durable ; iv) la planification et le financement des infrastructures ; et v) l'industrialisation des économies africaines.

## **F. Partenariats**

Certains des nouveaux partenariats de la Commission sont détaillés ci-après :

- Partenariat avec le Gouvernement norvégien pour soutenir les activités du groupe d'experts de haut niveau sur les migrations ;
- Partenariat avec le South African Institute of International Affairs (Institut sud-africain des affaires internationales) pour travailler sur le rôle du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs dans la gestion des questions émergentes en matière de gouvernance économique, de paix et de sécurité ;



- Partenariat avec le Gouvernement chilien pour renforcer les programmes de coopération Sud-Sud entre le Chili et les pays africains dans des domaines comme le développement des chaînes d'approvisionnement minières et la gouvernance des ressources naturelles ;
- Collaboration avec la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'OMC pour compiler des tableaux des ressources et des emplois, dont les données seront utilisées pour aider à intégrer les pays africains dans la base de données des Échanges en valeur ajoutée (ÉVA). Un sous-projet aidera les pays à utiliser les données administratives et à intégrer le secteur informel dans les comptes nationaux afin de concevoir les tableaux des ressources et des emplois ;
- Un partenariat avec Prescriptor, une entreprise de conseil en ingénierie financière basée à Yaoundé, est en train d'être négocié afin de renforcer le partage des connaissances sur le rôle des technologies de gestion de projet dans les programmes ;
- Une collaboration avec l'Université de Johannesburg est en train d'être négociée pour établir un programme de maîtrise universitaire sur les politiques et les stratégies relatives aux ressources minières et minérales ;
- Un partenariat officiel avec le Macroeconomic and Financial Management Institute of Eastern and Southern Africa (MEFMI) (Institut de gestion macroéconomique et financière d'Afrique orientale et australe) est en train d'être négocié ;
- Partenariat avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) dans le contexte de l'environnement changeant de l'aide ;
- Négociations en cours avec le Gouvernement chinois pour : a) établir l'Alliance de centres de réflexion sur l'investissement en Afrique ; et b) réaliser des travaux analytiques conjoints.